

Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 48 de juin 2010 - Prix : 0,2 €

Attac : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
Bulletin édité par Attac-Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux - 38000 GRENOBLE
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de la publication : Bernard Labouré
Mise en page : Georges Veyet
CPPAP : en cours d'enregistrement
Imprimé par nos soins

**« Je ne veux plus qu'il y ait des travailleurs pauvres.
On a déjà assez des pauvres sans travail qu'il faut aider. »**

N. Sarkozy, 18 déc. 2006 (Charleville-Mézières)

La longue crise de l'Europe

Nous vivons actuellement le 2^{ème} acte de la crise du capitalisme financiarisé et drogué à la dette. Ce 2^{ème} acte se porte sur une crise de dettes souveraines dont le maillon faible est la zone euro. En effet, la construction de la zone euro n'est pas aboutie, elle ne peut fonctionner sans mécanisme de coordination budgétaire.

Ainsi, en accusant les « vilains marchés » de tous les maux de la terre les gouvernements européens s'exonèrent de leurs responsabilités. En ne préconisant comme seule solution que le retour au fameux « pacte de stabilité et de croissance » qui a mené la zone euro à sa perte, c'est la plus mauvaise solution.

Où se trouvent la programmation budgétaire concertée, la redistribution entre régions pour compenser les asymétries et surtout le budget européen ambitieux pour produire « les biens publics européens » (recherche, innovation, énergie, environnement) toutes réformes qui devaient faire suite au traité de Maastricht de 92 ?

La zone euro est devenue une zone de non-croissance relative dans le monde, au sein de laquelle l'Allemagne conduit une politique de désinflation compétitive salariale et dont l'accentuation de la concurrence fiscale et sociale est la négation des nobles idéaux affichés de prospérité dans la paix.

Il n'est plus temps de nous faire croire que l'Europe peut continuer à se construire par petits bonds successifs. Les

marchés, eux, ne procèdent pas ainsi, ils n'attendent pas, ils ne connaissent que les grosses plus-values...



Pour désarmer ce secteur, l'intervention des politiques doit être rapide et efficace. D'abord ils doivent interdire à toutes entités financières européennes de spéculer sur les dettes souveraines des États membres. Ensuite créer une taxation sur les transactions financières pour casser les effets nocifs de la spéculation. Enfin

restructurer les dettes insolvables. Il s'agit d'instaurer un dispositif permettant aux gouvernements de maintenir les services essentiels dus à leurs populations tout en s'affranchissant de la part insoutenable de leurs dettes. Les banques affectées, passeraient entre les mains des États, ceux-ci pourraient ainsi garantir les dépôts bancaires et installer une politique d'investissements tournée vers l'emploi.

Au fait, qu'à fait l'Argentine en 2001 pour sortir de la faillite ? En décembre 2001, devant la fuite des capitaux, le gouvernement bloque les comptes des épargnants qui manifestent violemment, contraignant le gouvernement à la démission. Le changement est alors radical : le 23 décembre le parlement vote le défaut de paiement, la suspension du remboursement de toutes les dettes de l'État. En février 2002, le gouvernement abandonne la parité fixe avec le dollar - le peso est dévalué de 25% - et convertit en pesos tous les contrats et emprunts libellés en dollars.

La dette publique qui a atteint 150% du PIB sera réduite à 75% en 2005 et 50% en 2008. Dès 2003 le PIB regagne 10%. En 2005 l'Argentine peut négocier la restructuration de 80% de sa dette, convertissant les titres non honorés depuis 2001 en titres décotés de 65%. Les spéculateurs en sont pour leurs frais...

Evolution radicale ? Mais peut-on encore espérer une évolution qui ne le soit pas ? Quiconque peut-il encore douter que l'architecture néolibérale de l'Europe est en train de s'effondrer ?

L'alternative est simple : radicalité désastreuse de la rigueur budgétaire ou radicalité constructive du plein emploi.

Bruno Greslou



L'éducation en question

Au sein des Services Publics, le Système éducatif français¹ (lire le SE) occupe une place bien particulière et cruciale pour tout un faisceau de raisons.

Ce sont souvent ces raisons mêmes qui font qu'il concentre à l'heure actuelle les attaques de la droite libérale et du gouvernement Fillon. Ces attaques n'ont bien entendu pas attendu l'arrivée de Sarkozy au pouvoir pour se manifester², et la stratégie générale du capitalisme libéral vis-à-vis des enjeux de l'éducation dépasse de loin les aléas de la situation française ; d'une manière générale, il est clair que « L'argent de l'éducation intéresse le capital »³. Mais si l'on se concentre simplement sur la situation française, on voit que le SE se situe au confluent de questions politiques au sens fort du terme, de questions économiques, financières, idéologiques, sociétales, avant même les questions pédagogiques.

Ce qui se joue touche en effet tout à la fois au rôle de l'enseignement vis-à-vis des ressorts de production d'une société, à l'un des postes essentiels des dépenses de l'État, à la formation des citoyens, à l'égalité devant l'éducation, à la fonction de l'école et sa propre structure sociale. On peut enfin suspecter de basses considérations politiciennes, tant il est clair par exemple que la liquidation des Instituts de formation des maîtres met fin au projet de création d'un grand corps homogène d'enseignants, évidemment perçu comme un dangereux pôle de résistance potentielle.

En France tout particulièrement, le SE a joué et joue encore un rôle clé dans la culture de l'État Nation, dans la construction de la République, et constitue un contrepoids à une mondialisation débridée. Il est par tradition le refuge d'une certaine résistance aux pressions des pouvoirs politiques et économiques (cf. J.P. Odin). Les choix exercés dans ce domaine sont de véritables choix de société : il s'agit par exemple de décider de la place de l'histoire, de la philo, des Sciences Économiques et Sociales, de la sociologie, de la littérature dans les enseignements ; de la nature de la formation initiale et de la formation continue, de la structure et de l'étanchéité des filières d'enseignement, de la mixité sociale dans les classes et les établissements, des critères de sélection, de la place et du rôle des « nouvelles technologies », et non de simples choix pédagogiques.

La défense de l'école au sens large devrait donc être centrale dans notre stratégie de définition des « biens publics inaliénables », et ce d'autant plus que la bataille de la « défense du service public d'éducation » n'est pas encore perdue. Pour prendre place dans cette lutte, il nous revient d'abord de tracer un lien clair entre les problématiques et les résistances des différents secteurs et des différentes strates où les enjeux, les organisations et les niveaux de mobilisation sont très divers et souvent peu coordonnés⁴. Il est donc grand temps pour nous de nous emparer pleinement de cette question car, privés d'imaginaire

démocratique et d'horizon éducatif, livrés à la seule logique de l'employabilité, de la performance, de la concurrence, et laminés par les économies de moyens, les enseignants et les parents d'élèves se résignent progressivement à la régression et deviennent perméables à une libéralisation rampante ; ils acceptent l'idée d'un « marché de l'éducation », tolèrent le sponsoring, l'externalisation et la contractualisation des personnels ; jusque dans leurs organisations, le doute s'installe parfois.

D'ores et déjà le terme « offre de formation » est omniprésent dans les discours officiels. La résignation est évidemment facilitée par le marché de l'anxiété vanté par la publicité, et complaisamment stimulé par des réductions d'impôts.

Les questions posées ne sont pas simples et nous conduisent à dénoncer la logique consumériste et utilitariste qui infiltre le système éducatif⁵. Elles concernent toutes les strates et toutes les facettes du système éducatif, mis en cause à la fois dans ses objectifs, dans ses moyens, et dans son organisation. De la maternelle à la LRU (loi sur l'autonomie des universités ou loi Pécresse) en passant par la formation initiale et continue, pas un domaine n'échappe à la fureur « réformatrice » encore renforcée par les effets de la LOLF⁶.

Gérard Collet

¹ Selon certains analystes, l'édifice serait trop hétérogène pour mériter le nom de « système » éducatif.

² On se souvient en effet que sous le gouvernement de L. Jospin, le conflit entre le ministre Allègre et le monde enseignant, bien au-delà des questions sectorielles, concentrait déjà les questions politiques de fond.

³ Voir à ce sujet : Denis Collin, « La question scolaire, un enjeu crucial », Christian Laval : « L'école n'est pas une entreprise », Nico Hirtt : « Les nouveaux maîtres de l'école : l'enseignement européen sous la coupe des marchés ».

⁴ On se souvient évidemment de l'isolement de la coordination des IUFM dans sa défense de la formation des maîtres.

Nous devons donc faire nôtres les questions qui traversent les divers secteurs de l'éducation, et qui concernent l'ensemble de la société, définir des positions claires sur l'ensemble des dossiers, et être présents dans les luttes et les résistances multiples qui se font jour. Dans les mois à venir, nous parlerons successivement en détails des questions liées au primaire, au secondaire, à la formation des maîtres, à l'université.

⁵ (cf N. Hirtt et J.P. Odin)

⁶ La loi cadre dite « Loi organique loi de finance », contraint à une vision « gestionnaire » de tous les actes pédagogiques. « Une meilleure gestion de l'État au bénéfice de tous » déclare le site officiel. Gestion, efficacité, performance, résultat en sont les maîtres mots.

Sommet de la Françafrique

Les dimanche 31 mai et lundi 1er juin avait lieu le 25ème Sommet Afrique-France à Nice.

L'occasion pour une quarantaine d'organisations de dénoncer l'impérialisme de la France sur ses anciennes colonies : maîtrise par la France de la politique monétaire des États utilisant le franc CFA, présence militaire permanente (5000 hommes) et interventions plus ou

moins occultes pour défaire et refaire les gouvernements selon « nos » intérêts, pillage des ressources de l'Afrique par « nos » entreprises (Areva, Total...).

Le Contre-sommet France-Afrique a aussi été l'occasion pour le Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers d'organiser une Marche des travailleurs sans-papiers entre Paris et Nice : plus d'une centaine de marcheurs partis le

1er mai de Paris sont ainsi arrivés à Nice après un mois de marche pour enrichir le Contre-sommet de leurs luttes et témoignages.

« **Chassés d'ici, pillés là-bas** » : l'intitulé de l'appel à se joindre au contre-sommet mettait l'accent sur ces deux aspects d'une même politique menée par la France :

- Une politique extérieure, prédatrice aux niveaux économique et environnemental, contraire à l'intérêt des peuples africains ;
- Une politique migratoire, qui désigne des boucs-émissaires et vise à exclure à tour de bras ces mêmes personnes que l'on interdit de vivre dignement dans leur pays.

Nikolaz Berthomeau, Thomas Borrell participants actifs à ce contre-sommet

Rassemblement au plateau des Glières

Résistances d'hier et d'aujourd'hui

Le dimanche 16 mai, sur le plateau des Glières, au-dessus d'Annecy, il tombe quelques flocons de neige. Il ne fait pas très chaud... Nous sommes quand même à peu près 3000 personnes pour cette quatrième édition du rassemblement des « Résistants d'hier et d'aujourd'hui ».

Nicolas Sarkozy, lors de l'entre-deux-tours de la Présidentielle de 2007, a fait du plateau des Glières son lieu de commémoration annuelle de la mémoire des Résistants.

Walter Bassan, le personnage central du film de Gilles Perret : *Walter, retour en résistance*, est avec nous : il nous rappelle que la Résistance avait certes pour objet la libération de la France, mais elle avait aussi un projet de société... En mars

2004, à l'occasion des 60 ans du programme du Conseil National de la Résistance, quelques grands noms de la Résistance (Daniel Cordier, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Germaine Tillion, Lucie et Raymond Aubrac, etc.) lançaient déjà un Appel : le socle des conquêtes sociales de la Libération est sévèrement remis en cause et c'est aujourd'hui à nous, nouvelles générations, de définir un nouveau programme de résistance (c'est-à-dire de progrès social) pour le XXIe siècle.

Cet Appel reste plus que jamais d'actualité face à des politiques régressives, si ce n'est tout simplement absurdes.

Nikolaz, Jean-Luc, Jean-Louis

Attac isère en action



Premier mai

Urgence
retraites
Justice
Sociale



Première apparition publique du collectif isérois « Urgence Retraites Justice Sociale » lors de la manifestation du premier mai à Grenoble. Les militants d'attac-Isère étaient présents derrière la banderole du collectif et ont activement participé à la diffusion des 5000 tracts qui annonçaient la première conférence publique sur les retraites avec Ch. Marty, membre du Conseil scientifique d'attac. Un stand était installé place de Verdun, mais le mauvais temps et l'éloignement du centre ville, n'ont pas amené la foule.

Nous avons apporté notre soutien au communiqué de presse de la CNT concernant la dénonciation des violences policières qui se sont encore produites cette année envers des militant(e)s syndicalistes, à la fin de la manifestation sur la place de Verdun.

Soutien au peuple grec

A l'appel de nombreuses organisations, nous avons participé au rassemblement devant la société générale place Victor Hugo à Grenoble le mercredi 6 mai, pour faire écho à la grève générale en Grèce la veille. La tournée des banques de la place Victor Hugo était un symbole pour dénoncer la mainmise des marchés financiers sur la dette grecque. Nous avons dit notre **SOLIDARITÉ** avec le peuple grec et soutenu sa résistance légitime pour ne pas payer la crise provoquée par le système capitaliste. Nous avons aussi dénoncé les fausses solutions avancées par les gouvernements de l'UE face à la crise de l'euro.



(Source DL)

Événements de l'été

AlterVillage d'Attac : les alternatives à la finance folle

L'AlterVillage tient sa troisième édition du vendredi 13 au jeudi 19 août 2010, à l'EcoHameau du Moulin de Busseix (Ladignac-sur-long, Haute-Vienne – à 50 kms au sud de Limoges). L'AlterVillage est un espace militant où au travers d'une vie collective (restauration, hébergement, gestion du site...) les personnes présentes échangent des savoirs et des pratiques ayant trait aux formes de l'action militante.

La thématique centrale que nous plaçons cette année au coeur de l'AlterVillage est celle des **alternatives à la finance mondialisée**.

Au terme d'une journée d'introduction consacrée à cette thématique (taxes globales, G20 de 2011 en France, campagne "Banques"...), nous nous efforcerons de réfléchir à nos pratiques et de produire des outils de mobilisation au travers de différents ateliers.

Contact : altervillage@attac.org ou 06.63.86.37.21 (Nikolaz)

L'université citoyenne d'attac

Attac France tient sa **XI^{ème} Université Citoyenne** au Palais des congrès d'Arles du vendredi 20 au mardi 24 août 2010, autour du thème :

Construire les alternatives, repenser l'émancipation.

Les travaux porteront par ex. sur :

Comment bâtir un système bancaire et monétaire au service de tous, une économie solidaire qui transforme profondément nos façons de produire et de consommer, une société qui assure à toutes et à tous l'accès aux droits fondamentaux ? Comment redistribuer les richesses ? Comment entamer la transition vers une société solidaire et économe en ressources ? Quelles politiques publiques pour un tel projet ?

Comment promouvoir, construire et gérer les biens communs ? Quelles alternatives au tout-marché et au tout-État ? Comment faire vivre une démocratie réelle qui favorise la participation de tous aux affaires publiques ?

Nous chercherons cette année à renouveler les formes de débat en stimulant la participation de tous, en proposant des ateliers orientés vers la préparation d'actions concrètes, en appuyant la réflexion sur des initiatives artistiques et culturelles.

Informations pratiques, hébergement militant, bulletin d'inscription :

<http://www.france.attac.org/spip.php?rubrique1179>

Attac France

Rencontres - échanges

Rencontre des adhérentes-ents

Attac Isère vous invite à une soirée d'échanges informels au sujet de la crise financière et des taxes globales, ainsi que sur la réforme des retraites.

Présentation des événements de l'été et du début de l'automne.

Cette rencontre aura lieu, quelques jours avant la tenue du G20 de Toronto, **le mardi 15 juin à 20h30** à la Maison des associations de Grenoble (6, rue Berthe de Boissieux).

Pique-nique d'attac

Réservez votre journée dimanche 27 juin pour un pique-nique dans le secteur du col de Porte.

Balade le matin dans les environs pour celles et ceux qui le veulent.

Tous les détails dans un prochain courrier électronique.

Et pour les non connectés : 06.63.86.37.21 (Nikolaz)

BIENTÔT LA RETRAITE
À 70 ANS ?



INFOS pratiques



Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

Contacts

Grenoble

Tous les mercredis, permanence, de 15 h à 18 h à la Maison des Associations.

04 76 47 32 81

Grésivaudan

info-attacgresivaudan
@googlegroups.com

Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net

04 76 64 00 48

Attac campus

attacampus38@gmail.com

Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org

04 74 97 60 59

Site web

www.local.attac.org/attac38

Adresse électronique

attac38@attac.org

Adresse postale

Attac-Isère
Maison des associations
6, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble

Agenda

Groupe éco : lundi 21 juin, 17h, MDA

Groupe cinéma :

contact -> woudla@hotmail.com

Groupe Grésivaudan : tous les premiers mardi du mois à 20 h 30, salle Chartreuse à Crolles,

CA : mercredi 30 juin, 18h30, MDA

Radio : tous les 3ème mercredi du mois émission attac sur radio Grésivaudan

Groupe Attac St-Marcellin : tous les 2ème mercredi du mois à 20 h Maison des associations